

LES DIMENSIONS MIGRATOIRES DE LA CRISE EN REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE



Considérations à court, moyen et long terme

Résumé août 2014



L'intégralité du document est accessible en anglais à l'adresse suivante :
<http://www.iom.int/cms/CAR>

RESUME¹

La République centrafricaine (RCA) a une histoire turbulente, marquée par des accords de paix et de réconciliation éphémères, une marginalisation sociale et géographique, une pauvreté endémique, une violence récurrente, le banditisme et les rébellions. Cependant, l'ampleur des déplacements actuels est sans précédent et fait apparaître de nouvelles dimensions sociales et ethno-religieuses qui, pour la plupart, n'étaient pas caractéristiques des instabilités que le pays avait traversées par le passé. Ces dimensions, toutefois, pourraient avoir des conséquences significatives pour les migrations et le redressement socioéconomique.

Le présent document, qui fait partie de la série de documents de travail de l'Organisation internationale pour les migrations relevant de son Cadre opérationnel en cas de crise migratoire, s'intéresse aux dimensions migratoires de la crise en RCA. Il examine les effets du conflit sur l'ensemble des groupes mobiles vulnérables et tente de prévoir comment la crise se répercutera sur la mobilité et les déplacements à court, moyen et long terme. Ces informations sont fondamentales car elles aident les responsables politiques et les praticiens à adopter une approche des interventions totale et réactive qui permet de venir en aide à tous les groupes mobiles vulnérables, quel que soit leur statut, tout au long des différents déplacements et mouvements. Elles permettent aussi l'identification précoce des principaux critères qui pourraient être utiles lors des préparatifs ultérieurs en vue des retours, de la (ré)intégration ou des dédommagements.

I – Contexte historique : Cette section donne un aperçu de l'insécurité politique en RCA, en s'intéressant plus particulièrement à la vague de violences la plus récente, à la réponse de la communauté internationale et au contexte actuel en matière de sécurité.

- L'histoire de la RCA est marquée par l'insécurité politique : Aux dirigeants qui s'entredéchiraient

pour contrôler un territoire riche en ressources naturelles ont succédé les rébellions menées contre le régime colonial français puis, après l'indépendance, des épisodes récurrents de violence, de banditisme et de rébellion, ainsi que six coups d'Etat successifs (dont le dernier en mars 2013). Résumées en quelques mots, les causes profondes du conflit actuel remontent aux années durant lesquelles se sont accumulées les revendications politiques et économiques, ultérieurement exprimées lors de trois périodes où la violence n'a cessé d'augmenter : décembre 2012, mars 2013 et décembre 2013. Pendant ces événements, la violence politique initiale s'est aggravée et s'est transformée en une tentative de règlement de compte entre la coalition Séléka, principalement musulmane, et la milice anti-Balaka, majoritairement chrétienne. Bien qu'aucun des deux groupes n'ait eu un dessein religieux, la religion a été utilisée pour justifier ou occulter l'intensification des actes violents et non structurés.

- Jusqu'à récemment, la communauté internationale a largement ignoré les crises à répétition en RCA, et sa réponse aux violences de décembre 2012 a été lente et initialement limitée. Selon l'envoyé français des Nations Unies, en janvier 2014², la force de maintien de la paix soutenue par la France (l'Opération Sangaris) et la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine (MISCA) conduite par des forces africaines étaient confrontées à « une situation pratiquement impossible ». L'UE a progressivement déployé 700 soldats et gendarmes entre avril et juin 2014. Le Conseil de sécurité a autorisé la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) en avril 2014. Tandis que la composante civile est déjà à pied d'œuvre, les composantes militaire et policière, qui comprendront 10 000 militaires (dont 240 observateurs militaires et 200 officiers d'état-major) et 1 820 policiers (des membres d'unités de police, des agents de police et des agents pénitentiaires détachés préalablement formés), interviendront en septembre 2014 et intégreront la MISCA.

¹ Le contenu de la publication relève de la seule responsabilité des auteurs et ne peut aucunement être considéré comme reflétant le point de vue de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). L'intégralité du document est accessible en anglais à l'adresse suivante : <http://www.iom.int/cms/CAR>

© 2014 Organisation internationale pour les migrations (OIM)

² Reuters, *Central Africa Republic Religious Hatred was Underestimated: France* (ONU, New York, 15 janvier 2014).

- Le 23 juillet 2014, les deux principaux groupes armés du conflit actuel en RCA, l'ex-Séléka et l'anti-Balaka, ont signé un accord de cessez-le-feu lors du Forum pour la réconciliation nationale en Centrafrique qui s'est tenu à Brazzaville. Bien que cet accord soit salué comme une première étape vers la réconciliation nationale, il n'a pas encore produit d'effets. Il s'agit en fait de la deuxième tentative de cessez-le-feu depuis l'éclatement, en 2012, de la crise actuelle, et du cinquième accord depuis 2002. Le cessez-le-feu précédent avait été respecté pendant deux semaines à peine : du 11 au 23 janvier 2013.

II – Les migrations en RCA : Cette section étudie les différentes formes de migration en RCA, notamment l'immigration, l'émigration, la migration économique et de main-d'œuvre (rurale-urbaine, vers le secteur des ressources naturelles), le pastoralisme de transhumance et les déplacements liés au conflit.

- **Avant la crise actuelle.** Dans la plupart des cas, les niveaux d'émigration et d'immigration documentés n'ont concerné qu'une petite partie de la population (respectivement, environ 2,9 et 1,6 % de la population (2010))³. Étant donné les solides liens historiques et sociaux qui unissaient la RCA et le Tchad avant l'indépendance, les musulmans sont généralement considérés comme des « étrangers », et plus précisément comme des Tchadiens. C'est pourquoi on ne sait pas toujours si le terme « Tchadien » fait référence à l'appartenance ethnique ou à la citoyenneté, ce qui brouille les notions d'émigration et d'immigration. Néanmoins, il convient de souligner qu'environ 12,4 % des immigrants (16 500) – principalement originaires du Soudan, de la République démocratique du Congo (RDC), de la République du Congo et du Tchad – ont été effectivement inclus dans la catégorie des réfugiés accueillis en RCA⁴. Bien que le HCR ait facilité un certain nombre de rapatriements, la situation en matière de sécurité

dans les pays d'origine demeure souvent et sporadiquement précaire.

Les vagues de violence et les rébellions qui se sont succédé au fil des années ont, dans une certaine mesure, incité à migrer vers les villes, notamment vers Bangui, la capitale du pays. Par ailleurs, Bangui abrite la seule université du pays, ce qui attire également les jeunes vers la capitale. Cependant, l'écart entre le taux d'urbanisation (2,6 %) et la croissance démographique (2,13 %) est minime⁵. Le chômage élevé incite souvent ceux qui étaient attirés par les villes à retourner dans les zones rurales où ils sont en mesure de retrouver un mode de vie agricole/axé sur la subsistance. Le recensement national (2003, dernier recensement en date) a révélé un taux de chômage de 15,2 % dans les centres urbains et de 4,2 % dans les zones rurales⁶.

Néanmoins, le secteur des ressources naturelles a également stimulé la migration en provenance des zones tant rurales qu'urbaines. Les estimations de 2010 montrent que les activités minières artisanales fournissent du travail à quelque 80 000-100 000 mineurs, dont une grande partie sont des migrants de main-d'œuvre⁷. Le pastoralisme transhumant progresse en RCA depuis les années 1920 et devrait continuer à progresser sous l'effet du changement climatique, qui conduit les bergers dans des régions de plus en plus méridionales⁸. Les bergers sont en majorité des musulmans « Peuls », qui comprennent des bergers mbororo, foulbé, tchadiens et soudanais. Parmi les bergers, il est fréquent que l'appartenance ethnique prenne le pas sur l'identité nationale. Généralement, les

⁵ Factbook de la CIA. *République centrafricaine* (en ligne : s. d.). Le recensement de 2003 a fait apparaître un écart encore plus faible, de moins de 0,2 % par rapport au taux d'urbanisation. *Analyse du fonctionnement des marchés en relation avec la sécurité alimentaire des ménages en République centrafricaine*, Programme alimentaire mondial (Rome, septembre 2011), p. 19.

⁶ *Caractéristiques économiques de la population de Centrafrique: rapport d'analyse thématique*, Gouvernement de la République centrafricaine, Ministère de l'économie, du plan et de la coopération internationale (Bangui, 2005), p. 41.

⁷ *Dangerous little stones: Diamonds in the Central African Republic*, Africa Report No 203. International Crisis Group (16 décembre 2010), pp. 8-9.

⁸ Ankogui-Mpoko G., *Programme 1.1. Mobilités Humaines et Animales : Logiques, Perceptions et Impacts, Rapport Scientifique de Recherche RCA 2005-2008* (mars 2008), p. 8.

³ Banque mondiale. *Migration and Remittances Factbook 2011* (2^e édition), Banque internationale pour la reconstruction et le développement, Banque mondiale (Washington D.C., Etats-Unis, 2011), p. 89.

⁴ HCR. *Central African Republic Situation, External Regional Update 6, 6-12 March 2014* (12 mars 2014).

déplacements traditionnels des pasteurs les conduisent vers le nord d'avril à octobre, pour éviter la saison humide et les maladies du bétail qui lui sont associées, vers le sud pendant la saison sèche pour gagner les points d'eau sûrs, et d'est en ouest pour accéder à certains systèmes pluviaux.

- **Les déplacements liés au conflit.** La crise actuelle a provoqué des déplacements forcés d'une ampleur sans précédent. En juillet 2014, on comptait 385 168⁹ ressortissants de la RCA qui avaient franchi des frontières en tant que réfugiés. Le Tchad a accueilli environ 106 486 personnes, dont 46 % de Tchadiens rentrant au pays, 52 % se réclamant de nationalité centrafricaine, et 2 % de ressortissants de pays tiers¹⁰. La plupart (805) des 1 073 ressortissants de pays tiers ont été transportés par l'OIM dans leur pays d'origine, principalement situés en Afrique centrale ou de l'Ouest. Globalement, on estime que 137 000 personnes de nationalité centrafricaine, tchadienne et autre ont fui la RCA à destination du Cameroun¹¹.



© Giovanni Cassani, IOM (février, 2014)

Pour ce qui concerne les déplacements internes en RCA, il y avait au moins 922 000 personnes déplacées à l'intérieur de leur pays au plus fort du conflit, en

janvier 2014¹². A la mi-juillet 2014, les déplacements avaient diminué de 71,94 % à Bangui, baisse que l'on a attribuée à la légère, quoique transitoire, amélioration de la situation en matière de sécurité. Le sondage d'intentions de l'OIM mené à Bangui en juillet 2014 a fait apparaître que plus de la moitié (57 %) des personnes déplacées à l'intérieur de leur pays présentes à Bangui prévoyaient de rentrer prochainement chez elles, que 36 % d'entre elles souhaitaient rester sur leur lieu d'accueil au moins pour le moment, et que 11 % déclaraient vouloir se rendre dans une autre région du pays. Ce sondage a aussi révélé que les principaux besoins dont la satisfaction pourrait faciliter le retour étaient la sécurité (33 %), le logement (31 %), les articles non alimentaires (13 %), l'emploi (8 %) et la nourriture (6 %). Les principaux facteurs faisant obstacle au retour étaient :

- Les biens volés (74 %)
- L'absence d'autorités (68 %)
- L'absence de moyens financiers (66 %)
- Le sentiment d'insécurité (66 %)
- La destruction de la maison (47 %)¹³

III – Effets immédiats de la crise sur les populations migrantes et déplacées :

Cette section s'intéresse plus particulièrement aux vulnérabilités spécifiques et aux principaux problèmes rencontrés par les différents groupes. Elle montre à quel point la crise actuelle a aggravé l'insécurité des moyens de subsistance en RCA, mais aussi dans les pays voisins en raison des mouvements transfrontaliers.

- Face à la résurgence régulière des violences, des rébellions et du banditisme, les habitants des régions rurales de la RCA choisissent fréquemment de se réinstaller « dans la brousse ». Les familles sont généralement en mesure de s'adapter et, à court terme, de survivre dans de telles conditions, tout en faisant des allers-retours pour surveiller leurs terres. Bien que leur accès aux soins de santé et à l'éducation soit limité, leur présence dans la « brousse » ne se traduit pas nécessairement par la

⁹ Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), portail de données du HCR, juillet 2014. Disponible à l'adresse <http://data.unhcr.org/car/regional.php>

¹⁰ OIM. *IOM Chad Statistics from DTM* (15 juillet 2014). Les migrants arrivant de RCA sont rassemblés dans les lieux suivants : à N'Djamena pour ceux qui sont arrivés en avion, et dans le sud à Doba, Gore, Mibitoye, Moundou, Sarh et Sido. OCHA, *Tchad: Retournés de la RCA, Rapport de situation n° 01* (8 février 2014).

¹¹ HCR, *Central African Republic Situation, External Regional Update 6, 6-12 March 2014* (12 mars 2014).

¹² A la mi-mars, 49 sites accueillait à Bangui des personnes déplacées à l'intérieur de leur pays ; en janvier-février 2014, ces sites étaient au nombre de 70. OIM, *IOM Regional Response to the CAR crisis* (20-27 janvier 2014).

¹³ OIM. *IDP Return Intention Survey in Bangui* (juin 2014), p. 9.

famine ou le désespoir¹⁴. Néanmoins, en raison de l'intensité et de la durée des violences, les conditions de vie dans la brousse sont devenues de plus en plus difficiles. Etant donné que la communauté internationale n'a eu qu'un accès limité à ces zones rurales, les informations dont elle dispose sur les vulnérabilités et les besoins de ces personnes sont insuffisantes. Elle ignore par ailleurs si elles sont toujours déplacées. Quoi qu'il en soit, les cas de malnutrition grave observés parmi les personnes de retour de la brousse sont nombreux, et les violences fondées sur le sexe ont également augmenté¹⁵.

- La destruction du secteur de l'élevage a été pratiquement systématique dans le nord-est, le centre et la région de Bangui. En outre, l'insécurité et le conflit influent directement sur la libre circulation des pasteurs transhumants et se sont traduits par l'exil répété des bergers, ce qui entrave leur accès à l'eau et compromet la subsistance du secteur de l'élevage. Tous les couloirs de transhumance ont été perturbés par la présence de groupes rebelles, et la mobilité est gravement entravée. Le déplacement des bergers a eu des incidences significatives sur la disponibilité de la viande et de produits dérivés dans les communautés locales, ce qui nuit aux échanges et au commerce entre les pasteurs et les fermiers et, par conséquent, menace la sécurité alimentaire en RCA.
- L'afflux massif et soudain, au Tchad, de personnes arrivant de la RCA est à l'origine de problèmes sociaux, économiques et de cohésion avec les communautés d'accueil dans des régions où les retours sont nombreux et qui ne correspondent pas nécessairement aux régions d'origine. Des affrontements ont opposé des personnes évacuées sur des sites temporaires avec les communautés d'accueil, notamment au sud du Tchad. Les déplacements de pasteurs transhumants ont créé des goulets d'étranglement pour le bétail, où la propagation de maladies et les rivalités pour

accéder aux ressources posent de graves problèmes, surtout dans le pays d'accueil, le Tchad.



© Giovanni Cassani, IOM (février, 2014)

IV – Conséquences de la crise pour les déplacements et la mobilité : Cette section situe les schémas de mobilité futurs dans le contexte socioéconomique du pays, qui n'a fait qu'empirer tout au long du conflit. Elle étudie les conséquences de la crise pour les déplacements et la mobilité à court, moyen et long terme, et met en relief les risques d'insécurité alimentaire ainsi que les problèmes potentiels en matière de terres et de propriétés liés aux retours et à la citoyenneté, qui pourraient prolonger les déplacements ou être à l'origine d'autres déplacements ou de déplacements répétés.

- Classée par l'ONU dans la catégorie des « Pays les moins avancés », la RCA se caractérise depuis longtemps comme un Etat fragile. Selon l'Indice de développement humain de 2013, le pays se situe au 180^e rang mondial sur 187 pays. Selon certaines estimations, les deux tiers de la population vivent sous le seuil de pauvreté¹⁶, et la durée moyenne de scolarisation des enfants centrafricains est de 3,5 ans¹⁷. Bien que certains services de base aient été rétablis à Bangui, le système de santé a été pratiquement anéanti par la crise. Le niveau d'analphabétisme est élevé, et les possibilités d'éducation et d'emploi offertes à des jeunes de plus en plus nombreux sont très limitées.

¹⁴ Le terme « brousse » ne fait pas référence à une région géographiquement définie ; il s'agit plutôt de l'ensemble des zones situées à l'extérieur des villages. L'accessibilité n'est donc pas vraiment une question de « pouvoir » mais de « savoir » où les personnes ont choisi de se déplacer.

¹⁵ Correspondance avec l'OIM-RCA, 15 juillet 2014.

¹⁶ USAID. *Land Tenure Central African Republic Profile* (Washington, Etats-Unis, octobre 2010).

¹⁷ PNUD. *Explanatory note on 2013 HDR composite indices - Central African Republic* (2013).

En dépit des richesses minérales du pays, l'agriculture est la colonne vertébrale de l'économie centrafricaine : 74 % de la population en vit¹⁸. La croissance économique et le développement ont été sévèrement entravés par¹⁹ :

- Des infrastructures de transport et de marché insuffisantes ;
- Une infrastructure bancaire incapable de soutenir des investissements plus importants ;
- Le sous-développement technologique, y compris dans le domaine de l'appui technique et le secteur agricole ;
- Des années d'instabilité politique interne ; et
- Des conflits nationaux et régionaux permanents parmi ses voisins²⁰.

Le système juridique centrafricain, dont les capacités étaient limitées, ne cesse de se dégrader depuis des décennies. La mauvaise qualité des formations juridiques, l'application et la publication erratiques des lois sur l'ensemble du territoire, et la corruption généralisée participent d'un système qui, avant même que ne débute la crise, était à peine fonctionnel, gravement sous-financé et considéré avec méfiance.

Considérations à court terme

Il est encore trop tôt pour se prononcer sur la durabilité du cessez-le-feu conclu le 23 juillet 2014. L'accord a laissé de côté des aspects fondamentaux et prioritaires, nécessaires à l'instauration d'une paix durable, à savoir un plan de désarmement, de démobilisation et de réintégration (DDR), la prise en considération d'appels à une partition du pays, et la volonté politique de soutenir la transition vers les prochaines élections. En outre, la mobilisation d'un soutien en faveur de l'accord semble problématique,

¹⁸ Les ressources naturelles comprennent des diamants, de l'uranium, du bois, et des gisements potentiels de gaz et de pétrole. *Analyse du fonctionnement des marchés en relation avec la sécurité alimentaire des ménages en République Centrafricaine*. Programme alimentaire mondial (Rome, septembre 2011), p. 7.

¹⁹ Ibid., p. 19.

²⁰ Union européenne, *Atlas des Systèmes Sociaux et Institutionnels D'Utilisations de L'Espace est Centrafricain* (Bangui, novembre 2009), p. 14 ; et USAID. *Land Tenure: Central African Republic Profile* (Washington, Etats-Unis, octobre 2010), p. 1.

de même que sa mise en application sur le terrain, où la sécurité demeure précaire et instable. L'accord a été signé à un moment où le pays a enregistré une réduction globale des violences massives, ce qui pourrait contribuer à sa durabilité. Il convient également de souligner que les composantes militaire et policière de la MINUSCA doivent entrer en action en septembre 2014.

- Bien que l'instabilité et les crises politiques ne soient pas nouvelles en RCA et que la population ait appris à s'adapter en « s'installant dans la brousse », l'ampleur du conflit actuel dépasse de loin les épisodes antérieurs de l'histoire du pays. A court terme, la protection, la garantie de conditions appropriées dans les sites de déplacement et de transit, ainsi que la sécurité alimentaire demeurent des priorités absolues.
- Etant donné que différentes vagues de déplacements se sont succédé depuis 2012, il est difficile de savoir si les personnes déplacées à l'intérieur de leur pays sont toujours déplacées, si elles ont gagné d'autres régions ou si leurs besoins restent les mêmes. Les populations déplacées sont retournées, et continueront probablement de retourner de leur plein gré et spontanément dans leurs villages, terres et propriétés, sans qu'un plan spécifique ou une stratégie de réintégration ne soit en place. Les migrants de retour sont confrontés à des difficultés de réintégration et risquent de retrouver leurs terres, propriétés et biens – et donc leurs moyens de subsistance – endommagés ou occupés. C'est pourquoi il est fondamental que les retours et la réintégration soient planifiés suffisamment tôt. Bien que les informations disponibles soient limitées, un autre domaine d'action prioritaire en matière de réponse aux retours spontanés et volontaires pourrait concerner les terres et leur dépossession éventuelle.
- Auparavant, l'insécurité alimentaire n'était pas considérée comme un facteur de déplacement en RCA. Il se pourrait toutefois que l'insuffisance des réserves, l'absence d'accès aux marchés ou la hausse des prix contribuent à d'autres (re)déplacements ou empêcher les retours. Selon les chiffres publiés en avril 2014 par le Cadre intégré de classification (IPC) regroupant les principaux acteurs de la sécurité alimentaire,

environ 45 % de la population rurale est considérée comme vivant dans l'insécurité alimentaire (1,7 million de personnes, contre 1,2 million de personnes en novembre 2013)²¹. Les précipitations inférieures à la moyenne entre avril et juin, et notamment les déficits pluviométriques dans le nord-ouest, où se trouvent les principales régions agricoles d'Ouham et d'Ouham Pendé, et dans les zones au nord de Bangui, se sont traduits par une augmentation des besoins alimentaires pendant toute la saison agricole²². Parmi les préoccupations immédiates dans ce domaine, il convient de citer une baisse des capacités de rendement en raison des dommages subis par les champs et de l'impossibilité, pour les agriculteurs, d'accéder à leurs terres. Par ailleurs, la RCA dépend fortement de ses importations et l'insécurité empêche la circulation des denrées alimentaires car les principaux axes routiers d'acheminement à travers le Cameroun, le Tchad et la République démocratique du Congo sont désorganisés. De plus, de nombreux commerçants étaient d'origine musulmane et leur fuite hors de la RCA a provoqué l'effondrement des structures d'approvisionnement. Enfin, les prix continuent d'augmenter car aux pénuries succède une offre très limitée de biens pillés.

- Une autre préoccupation et priorité à court terme concerne les tensions et la rareté des ressources liées à la concentration de pasteurs transhumants et de leurs troupeaux le long de la frontière entre la RCA et le Tchad. L'insécurité, le conflit et la persécution directe des pasteurs ont conduit à un engorgement significatif le long de cette frontière, qui expose des milliers de bergers et leur bétail à des risques sanitaires. La mise en œuvre de politiques de désengorgement et de déplacement aura d'importantes répercussions sur la mobilité et la sécurité des pasteurs transhumants. Bien que la RCA dispose de possibilités de pâturage relativement abondantes, les pasteurs sont souvent confrontés à l'insécurité et les risques qu'ils encourent demeurent élevés. Par ailleurs, l'arrivée de pasteurs armés en provenance du Tchad pour protéger et défendre leur bétail pourrait faire peser des menaces réelles ou imaginaires sur la sécurité ou provoquer une

escalade de la violence. Cette situation pourrait faciliter le trafic d'armes, banaliser la location d'armes aux groupes de rebelles, de bandits ou de criminels, ou faire augmenter la demande d'armes parmi les pasteurs centrafricains, tout ceci sapant évidemment les efforts de stabilisation dans le pays.

Considérations à moyen terme

La mission militaire et policière de la MINUSCA débutera le 15 septembre 2014. Il est actuellement prévu qu'elle s'achève le 30 avril 2015. Elle pourrait améliorer la stabilité et la sécurité au moins dans certaines régions du pays et faciliter l'accès à des zones jusqu'alors inatteignables. Toutefois, la date des prochaines élections n'a pas encore été fixée (alors qu'elles étaient initialement prévues pour février 2015, elles ne sont désormais pas envisagées avant septembre 2015), et ces élections pourraient être à l'origine d'un regain de violence.

A moyen terme, il est difficile de prévoir si les déplacements en RCA se prolongeront, si les efforts de stabilisation déboucheront sur des retours durables ou si les mesures de redressement pourront se concrétiser.

- Etant donné les pertes dans le secteur privé et le départ des principaux acteurs de la sphère des affaires et des entreprises, en majorité musulmans, le préjudice économique et la fuite des cerveaux sont considérables. Nombre des émigrants géraient des magasins, avaient des liens avec les fournisseurs, faisaient le commerce du diamant et, d'une manière générale, veillaient au fonctionnement d'une économie dépendante à l'égard des importations. Leur départ a laissé un grand vide dans une économie déjà affaiblie par la disparition de chaînes d'approvisionnement entières. Plus le conflit se prolonge, plus les migrants ou les « étrangers » ethniques risquent de s'intéresser à leur région d'accueil ou au lieu d'origine avec lequel ils se sont tout juste (re)familiarisés et de ne pas se sentir incités à retourner en RCA, surtout au vu de la tournure ethno-religieuse qu'a prise ce conflit.
- La violence en RCA est principalement le fait d'hommes jeunes, sans emploi et désabusés. Le développement économique et humain ainsi que

²¹ OCHA. Central African Republic Situation Report No. 34 (au 16 juillet 2014).

²² Ibid.

l'absence d'infrastructures du pays, déjà dramatiques avant la crise actuelle, n'ont fait que se dégrader. Pour les jeunes gens, les perspectives sont donc sombres. Plus les violences se poursuivent, plus le redressement tarde à se produire, et plus les jeunes pourraient avoir tendance à vivre des « butins de guerre ». Dans ces conditions, il pourrait être très difficile de les amener vers d'autres moyens de subsistance ou vers une agriculture de subsistance.

- Parmi les caractéristiques complexes des déplacements/retours, il convient de citer la difficulté à établir ou à confirmer la citoyenneté par opposition à l'appartenance ethnique, par exemple pour les Tchadiens et les Centrafricains d'origine musulmane ou tchadienne, car 80 % environ des personnes qui arrivent au Tchad sont dépourvues de documents d'identité ou de citoyenneté. Les ambiguïtés entre Tchadiens par la nationalité ou par l'appartenance ethnique, l'absence de documents, la fermeture de la frontière tchadienne aux non-Tchadiens (amenant ainsi de nombreuses personnes à demander la citoyenneté tchadienne) pourraient donc modifier la dynamique des populations dans les deux pays. Elles pourraient peser sur l'aide à la réintégration et au retour, ainsi que sur les possibilités offertes en cas de retour en RCA. Pour le Tchad, les migrants de retour pourraient être confrontés à toutes sortes de difficultés d'intégration dans un pays avec lequel ils n'ont, sinon, que peu de liens. Etant donné que de nombreux « Tchadiens » de retour sont musulmans et qu'ils étaient souvent des entrepreneurs de la classe moyenne en RCA, ils pourraient, à long terme, représenter un avantage pour le Tchad et une perte pour la RCA.
- La détérioration en cours, la situation socioéconomique défavorable et l'effondrement des structures sociales pourraient continuer à pousser les particuliers et les familles à s'installer ailleurs.
- Les questions relatives aux biens fonciers et immobiliers, ainsi qu'à l'accès aux ressources et à leur utilisation deviennent de plus en plus pertinentes dans un contexte de déplacements, lorsque les populations de retour retrouvent leurs biens non seulement sérieusement endommagés, mais également occupés. Etant donné que

seulement 0,1 % des terres font l'objet d'un titre de propriété ou sont enregistrées²³, la majorité des propriétaires de retour confrontés à une occupation de leurs terres ou de leurs biens peuvent avoir du mal à prouver qu'ils en sont les propriétaires légitimes. Etant donné que la majorité de la population de la RCA dépend d'une agriculture de subsistance ou d'un accès aux ressources, les difficultés auxquelles doivent faire face les familles pour récupérer leurs terres ont des répercussions plus vastes sous l'angle des moyens de subsistance et de la sécurité alimentaire. A Bangui, les commerces et entreprises ont été pillés et endommagés, ce qui empêche les populations de retour de rétablir leurs moyens de subsistance et, souvent, de prouver qu'elles en sont les propriétaires légitimes. Le conflit peut modifier les mécanismes de règlement des différends précédemment en place, ainsi que le sentiment de légitimité d'autrui concernant les terres et les biens. Les chefs de village et les guérisseurs traditionnels faisaient office de médiateurs. Cependant, il est difficile de dire si et dans quelle mesure le conflit a influé sur ces systèmes, ainsi que sur la confiance et la crédibilité dont ils jouissaient.

Considérations à long terme

La crise actuelle en RCA accentue les faiblesses d'un Etat qui était déjà très fragile. Si l'on fait abstraction de la crise actuelle, des déplacements prolongés se sont déjà produits dans certaines régions de la RCA : la région septentrionale avait été touchée par le conflit au Soudan et avait accueilli des combattants rebelles, tandis que les régions reculées de l'est et du sud-est continuent de pâtir d'opérations d'infiltration et des dommages perpétrés par la LRA ougandaise. Par ailleurs, les Zaraguinas « coupeurs de route », des bandes de voleurs qui s'en prennent aux bergers et autres voyageurs, prenant parfois des femmes et des enfants en otage afin de les rançonner, échappent depuis toujours au contrôle des forces gouvernementales et sont à l'origine d'une insécurité importante et persistante.

²³ USAID. *Land Tenure: Central African Republic Profile* (Washington D.C.: octobre 2010), p. 6 ; Niewiadowski, D. *La République centrafricaine: le naufrage d'un Etat, l'agonie d'une Nation*, Université Montesquieu, Afrilex (Bordeaux, 20 janvier 2014), p. 26.

Par ailleurs, la crise actuelle a pris explicitement et pour la première fois une tournure ethno-religieuse, ce qui ne manquera pas, à terme, de compliquer le processus de retour et de réconciliation et la cohésion sociale déjà limitée. Comme certains l'ont souligné, les tensions pourraient se propager dans les pays voisins. C'est pourquoi, les questions relatives aux déplacements et à la mobilité en RCA ont des conséquences régionales et mettent en jeu des sensibilités qui exigent une approche globale et de longue haleine. Par exemple, le Tchad et le Cameroun accueillent eux aussi d'importantes populations de migrants, qui soulèvent des difficultés particulières.

Il ne fait aucun doute que les migrations, y compris les migrations de retour, sont et seront de plus en plus liées au développement, à la conservation et à la gestion durable des ressources naturelles (y compris la gestion pastorale), à la réconciliation, à la gouvernance locale et aux pratiques judiciaires. Reconstruire l'économie offre de nombreuses possibilités aux migrants, et la migration pourrait contribuer de manière déterminante au développement économique de la RCA. A long terme, il est toutefois difficile de savoir quelles seront les incidences sociales, culturelles et politiques du ciblage actuel des « étrangers » sur l'accueil des migrants, notamment si l'on tient compte de leur tendance à investir davantage dans le secteur privé que les ressortissants de la RCA. De même, de nombreux « étrangers » qui sont partis pour le Tchad ne voudront peut-être plus rentrer en RCA pour retrouver ce qu'il reste de leurs moyens de subsistance antérieurs au conflit.

- Les nombreuses années d'instabilité politique et de conflit n'ont attiré que de rares investisseurs et acheteurs étrangers. Pour des raisons analogues, les terres de la RCA et ses autres richesses naturelles demeurent largement sous-exploitées. Bien qu'environ un tiers du pays soit considéré comme propice à l'agriculture, seulement environ 3 % des terres sont cultivées. De même, alors que la moitié des terres du pays sont considérées comme propices au pâturage, moins de 15 % d'entre elles sont utilisées à cette fin²⁴. Le bois des riches forêts centrafricaines est une source considérable de recettes d'exportation mais, à l'instar des richesses minérales, il demeure sous-exploité par rapport aux possibilités. La stabilité en

RDC facilitera les exportations, et le commerce du bois devrait donc progresser.

- Parallèlement à la nécessité de conserver et de protéger la partie centrafricaine du Bassin du Congo et les ressources de la biodiversité, la croissance dans ces domaines pourrait constituer une source importante de développement économique et attirer un grand nombre de migrants d'autres régions du pays et de la région. Potentiellement positive pour le pays, l'augmentation des migrations pourrait aggraver les tensions touchant au régime foncier, aux droits de propriété et aux expropriations, car a) la majorité des terres appartiennent à l'Etat et la Constitution accorde la priorité aux intérêts nationaux non définis, et b) les limites des villages ainsi que l'utilisation des terres et des ressources reposent sur des revendications coutumières, qui ne sont peut-être pas ouvertes aux « étrangers » en raison de l'absence de cohésion sociale avant le conflit, et qui se sont exacerbées de façon explosive pendant le conflit.
- Dans la réponse humanitaire, le pastoralisme a été largement ignoré alors qu'il joue un rôle significatif dans le développement économique. Les répercussions économiques du secteur, la disponibilité de la viande et des produits laitiers ainsi que les moyens de subsistance des populations sont autant de sources de préoccupation. Dans une perspective à long terme, à mesure que la stabilisation se généralisera et que les schémas traditionnels de mobilité liés à la transhumance se remettront en place (voire s'intensifieront depuis les pays voisins), une attention accrue devra être portée à une bonne gestion des pratiques et des couloirs de transhumance, à l'instar de ce qui existe au Tchad. Le changement climatique aura probablement pour effet d'accélérer la désertification du Sahel, si bien que les zones favorables au pâturage et l'accessibilité des ressources en eau continueront d'attirer vers la RCA les pasteurs transhumants originaires du Tchad, du Niger et du Nigéria. Comme il a été souligné, l'arrivée concomitante de grands troupeaux de bétail pendant deux ou trois mois détruit fréquemment les cultures agricoles, ce qui provoque régulièrement des affrontements entre pasteurs et agriculteurs. Eu égard à la tournure ethno-religieuse de la crise actuelle, il

²⁴ USAID (2010) op. cit., p. 3.

pourrait y avoir une augmentation des tensions sociales et une escalade des violences entre les pasteurs, majoritairement musulmans, et les agriculteurs sédentaires, généralement chrétiens, dans les régions occidentales de la RCA. Cette

évolution pourrait être aggravée par le fait que les grands pasteurs tchadiens ont de plus en plus tendance à être armés, ce qui pourrait inciter l'ensemble du secteur des pasteurs transhumants à se doter d'armes.

Conséquences des migrations

Court terme

- Déplacements liés au conflit
- Déplacements internes persistants
- Migrations transfrontalières au sein de la région
- Retours spontanés
- Déplacements potentiels liés à l'insécurité alimentaire
- Pasteurs transhumants bloqués en raison de contraintes liées aux saisons et à la sécurité

Moyen terme

- Si la sécurité s'améliore, retour des populations déplacées
- Si l'insécurité perdure, déplacements prolongés
- Augmentation probable de la migration de main-d'œuvre liée aux ressources naturelles, notamment si la sécurité s'améliore
- Modification possible de la dynamique des populations et problèmes de cohésion sociale
- Les pasteurs transhumants pourraient recommencer à migrer, mais leurs mouvements seront probablement influencés par la situation en matière de sécurité et par les risques qu'ils associent aux bergers armés et organisés
- Risques de litiges fonciers et immobiliers entre les populations de retour et ceux qui n'ont pas été déplacés

Long terme

- Retour des personnes déplacées à l'intérieur de leur pays et des migrants transfrontaliers si les perspectives économiques sont favorables et si la sécurité s'est améliorée
- Modification possible des défis de la dynamique des populations et problèmes de cohésion sociale
- Risques de litiges fonciers entre les populations de retour et ceux qui n'ont pas été déplacés
- Augmentation des activités des pasteurs transhumants entrant en RCA aux fins de pâturage et accès à l'eau en raison des changements climatiques et de la désertification croissante du Sahel.